

Conclusion de la séance du 21 septembre 1789

Stanislas Marie, comte de Clermont-Tonnerre

Citer ce document / Cite this document :

Clermont-Tonnerre Stanislas Marie, comte de. Conclusion de la séance du 21 septembre 1789. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome IX - Du 16 septembre au 11 novembre 1789. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1877. p. 55;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1877_num_9_1_5021_t1_0055_0000_4

Fichier pdf généré le 20/07/2020

était seulement instruit qu'il portait sur la qualité du *veto*. On reconut alors la discussion fermée sur la question de savoir s'il serait suspensif ou absolu; mais on ne peut rien en conclure sur celle qui avait rapport à sa durée.

M. le Président, après avoir compulsé les anciens procès-verbaux, déclare que la discussion ne peut être accordée à la première rédaction de M. Guillotin, mais qu'elle ne peut être refusée si l'on adopte la rédaction nouvelle.

Il s'élève des doutes sur le résultat de l'examen des procès-verbaux.

On propose à l'Assemblée de décider si la discussion sera fermée.

M. de Mirabeau observe que la question doit être posée ainsi : la discussion sera-t-elle ouverte ?

La question posée, l'Assemblée arrête que la discussion est fermée.

On demande la priorité pour la première rédaction de M. Guillotin.

Cette demande est accueillie.

Beaucoup de membres trouvant la question établie d'une manière obscure et équivoque, elle est définitivement rédigée ainsi qu'il suit :

Le *veto* suspensif du Roi cessera-t-il à la première législature qui suivra celle où on aura proposé la loi, ou à la seconde ?

On va à l'appel sur cette question : 10 votants ne donnent point de voix; 224 sont d'avis que la suspension cesse à la première législature, et 728 qu'elle cesse à la seconde.

La séance est terminée par l'annonce de deux dons patriotiques.

M. de Curt, envoyé par la Guadeloupe pour être admis comme député à l'Assemblée nationale, offre six mois d'un revenu de 6,000 livres sur le Trésor royal : « J'ai pensé, dit-il dans sa lettre, que tous ceux qui vivent du Trésor royal devraient se croire obligés à faire de pareils sacrifices. »

M. Bélouart qui a été capucin pendant vingt-six ans, et qui est actuellement prêtre à la paroisse Sainte-Marguerite de Paris, fait don d'une somme de 200 livres. Il témoigne ses regrets de la modicité de cette offre. Il dit « qu'il a toujours vécu sans ambition, mais qu'aujourd'hui il voudrait posséder la moitié du royaume pour la consacrer à secourir l'autre moitié. »

M. le Président lève la séance à deux heures et demie; il indique celle du soir pour six heures, et annonce que le comité de judicature s'assemblera à cinq heures.

ANNEXE

à la séance de l'Assemblée nationale du 21 septembre 1789.

M. Barrère de Vieuzac (1). *Opinion sur le veto* (2) et la loi. Messieurs, le Corps législatif

(1) L'opinion de M. Barrère de Vieuzac n'a pas été insérée au *Moniteur*.

(2) L'Assemblée nationale ayant décidé le lundi 7 septembre que la discussion sur ces trois questions était terminée, j'ai cru qu'étant inscrit sur la liste de ceux qui devaient parler sur la sanction, j'avais droit de publier l'opinion que je n'ai pas pu prononcer. (*Note de l'auteur.*)

doit-il être permanent ou périodique? divisé en deux Chambres ou réuni en une seule? La loi une fois faite, doit elle être sanctionnée par le Roi? Le droit de *veto* royal doit-il être joint à celui de sanction? Ce sont les questions à traiter. Je finirai par tout résumer en onze articles.

Sur la permanence du Corps législatif.

On paraît assez généralement décidé pour la permanence du Corps législatif et, dans le fait, on le rend intercalant. Une Assemblée de quatre mois chaque année est périodique comme celle qui n'aurait lieu que tous les trois ans; la période est seulement plus courte.

Le Corps législatif doit être *continuellement assemblé*.

Le pouvoir exécutif n'est-il pas toujours en action? Le Conseil d'Etat du Roi n'est-il pas *permanent*? et le Corps législatif n'est-il pas aussi utile à la nation? n'est-il pas plus nécessaire à sa liberté?

Un interrègne dans la législation pourrait être funeste en bien des cas. Le besoin des lois est un besoin continu, il peut, en certaines occasions, être urgent. Le provisoire est intarissable dans un grand royaume. Une régence, une guerre subite, une calamité, des insurrections populaires, des germes de guerre civile, des contestes entre les grands corps, des atteintes à la Constitution qu'on ne peut trop réprimer, des abus ministériels à étouffer dans leur naissance, des crimes d'Etat à juger et à punir sans délai; tant de raisons ont fait désirer que les intermittences de l'Assemblée ne fussent que de huit mois et leur terme de quatre mois; elles auraient dû au contraire en faire désirer la permanence entière. C'est bien poser le principe et s'arrêter à moitié chemin dans les conséquences.

L'Assemblée sera donc toujours tenante, la moitié se renouvellera tous les six mois, le service de chaque député sera ainsi d'une année entière sans interruption; pour ne pas rassembler tous les six mois les bailliages ou les districts, ils nommeront chaque année les députés des deux semestres.

Ce sera assez de six cents députés.

Si cette méthode rend l'Assemblée nationale moins dispendieuse par la continuité, elle le sera moins par le nombre; il sera d'ailleurs bien plus commode pour chaque député de n'avoir qu'un seul voyage à faire au lieu qu'il serait obligé d'en faire deux en deux ans, ou trois en trois ans selon qu'on renouvellerait chaque année la moitié ou le tiers seulement de ses membres.

Sur l'unité du Corps législatif.

L'unité de l'Assemblée vaut mieux que deux Chambres. En politique comme en physique les machines les plus simples et qui ont le moins possible de frottements sont toujours préférables et leur invention est d'autant plus belle qu'elle est moins compliquée. Deux Chambres sont une complication très-inutile. En les tenant divisées, on prive chacune d'elles des lumières de l'autre dans les débats. On amaigrit celle des représentants par le choix des meilleurs sujets pour former le Sénat. Il faut cependant plus de génie et de lumières pour créer la loi, pour la discuter convenablement que pour la juger. Si le Sénat approuve la loi, cela prouve que la division était utile; s'il l'improove ou la modifie, il est possible que cela vienne de ce qu'il n'en a pas entendu la discus-